



**L'enseignement supérieur et la recherche sont *votre* bien.
Nous, personnels de l'université et des organismes, nous le défendons.**

L'enseignement supérieur et la recherche sont votre bien comme le sont l'hôpital, la justice ou la culture.

Pour en améliorer la qualité, les universitaires ont fait dès 2004 des propositions : aucune n'a été retenue. Aujourd'hui, le gouvernement orchestre la casse de l'Université pour lui faire abandonner à sa vocation première, l'élaboration et la transmission de savoirs, et la subordonner aux seuls besoins de l'économie. C'est pour dénoncer cette régression, protéger et faire progresser ce service public en danger que nous nous battons. Soutenez nous.

Pourquoi la communauté universitaire est-elle en colère ?

Parce que nous voulons une authentique autonomie des universités :

La liberté de pensée et l'indépendance à l'égard de tous les pouvoirs sont partout garanties aux universitaires. La « pseudo autonomie » qui nous est imposée restreint aujourd'hui ces libertés académiques en nous soumettant au seul pouvoir du président de l'université.

Parce que nous voulons des organismes de recherche forts :

Les scientifiques doivent pouvoir déterminer eux-mêmes leurs politiques de recherche. Remettant en cause ce principe internationalement reconnu, le gouvernement veut découper les organismes comme le CNRS en instituts pour mieux les piloter, lui interdisant d'avoir des projets scientifiques autonomes.

Parce que nous revendiquons le travail coopératif :

Au lieu de la coopération, le système promeut la compétition permanente entre scientifiques. Si nous revendiquons l'émulation intellectuelle, nous dénonçons cette compétition généralisée qui nuira au progrès de la science et à la qualité des enseignements.

Parce que nous voulons être évalués par nos pairs non par des gestionnaires :

Les universitaires, contrairement à ce qui est dit, sont évalués par leurs pairs tout au long de leur carrière. Nous avons fait des propositions pour améliorer cette évaluation mais nous refusons celle faite par des gestionnaires sur des critères quantitatifs absurdes.

Parce que nos carrières doivent être revalorisées :

Les enseignants-chercheurs et les chercheurs sont recrutés en moyenne à 33 ans, à Bac + 8 ou 10, leur salaire moyen est alors de 1720 euros net ; le salaire médian étant d'environ 2500 euros net.

Parce que nos carrières doivent être revalorisées :

Les carrières des personnels techniques et administratifs sont totalement bloquées. Ces métiers doivent enfin reconnus à la place qu'ils méritent..

Parce que nous voulons des budgets à la hauteur des enjeux :

Sur les 1.8 milliards/an annoncés, l'essentiel est consacré à la recherche privée tandis que celui du secteur public diminue en euros constants : 0.6% du PIB alors que nos voisins sont à environ 1%.

Parce qu'il est faux de dire que la recherche française est en déclin :

La recherche française est reconnue internationalement et largement primée. Elle tient le 6^{ème} rang mondial alors que son budget par rapport au PIB est lui au 26^{ème}. Le coût financier de chaque article scientifique publié est l'un des plus faibles.

Parce que le nombre d'enseignants diminue tandis que celui des étudiants augmente :

250 suppressions de postes cette année. Avec le taux d'encadrement le plus faible d'Europe, l'Université a malgré tout su faire face à l'arrivée massive d'étudiants. Aujourd'hui, elle ne peut plus accueillir convenablement les étudiants.

Parce que le temps que nous pouvons consacrer à la recherche diminue :

Nous voulons pouvoir faire convenablement nos enseignements et nos recherches. Or notre charge d'enseignement n'a cessé d'augmenter, réduisant d'autant notre temps consacré à la recherche. Nous voulons une réforme de nos statuts faite dans la concertation.

Parce que le nombre de chercheurs diminue :

Alors que la recherche serait notre priorité nationale, le nombre de postes de chercheurs ouverts au concours a diminué. De 25% au CNRS, passant de 400 à 300, ce qui ne compense même pas les départs à la retraite.

Parce que la précarité s'installe dans les amphis et les labos:

Nos statuts stables nous ont permis de maintenir la recherche au meilleur niveau malgré ses handicaps budgétaires. Cet équilibre est menacé car de plus en plus d'universitaires sont remplacés par des personnels au statut précaire.

Parce que nos étudiants sont maltraités :

Un enseignement de qualité réclame des moyens. L'Etat annonce une augmentation par étudiant de 1000 euros/an or il n'investit que 6000 euros/an à l'Université contre 13 000 euros en classes préparatoires ou IUT.

Parce que nous ne voulons pas voir augmenter les frais de scolarité :

Pour augmenter les ressources des universités, l'Etat voudrait transformer les étudiants des usagers payant le service offert. En Angleterre, au nom de cette même politique, les frais de scolarité sont passés en moyenne de 100£ à 8000£/an.

Parce que les diplômes deviendront rapidement périmés :

Les diplômes doivent permettre aux étudiants de s'adapter à un monde en perpétuel mouvement. Or les formations professionnalisantes qu'on nous demande de mettre en place, en perdant tout caractère généraliste, auront un contenu rapidement obsolète et inutile.

Parce qu'il est faux que l'Université soit responsable du chômage des jeunes diplômés :

En France, 56% des jeunes diplômés restent 5 ans avec des emplois sous-qualifiés. Nos étudiants ne trouvent pas d'emplois non pas parce que les diplômes ne sont pas adaptés mais parce que le secteur privé n'en crée que très peu.

Parce que les étudiants se détournent de la recherche et de l'enseignement supérieur :

Selon le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le nombre d'étudiants se destinant à la recherche et l'enseignement supérieur devrait diminuer d'ici 2017 de 33%. C'est le potentiel de recherche de demain qui est ainsi découragé.